

Maître d'Ouvrage



GHT CŒUR D'OCCITANIE - CENTRE HOSPITALIER DE GRAULHET

EHPAD PRE MILLET

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Remplacement de la toiture de l'Ehpad Pré de Millet à
Graulhet (81)**

Indice 0

Dossier
N°1013

Date : Novembre 2023

BUREAU D'ETUDES

B.E.T. FERRER
128, avenue du Marquisat
31 170 TOURNEFEUILLE
Tél. : 05.34.51.48.48
Fax : 05.34.51.48.49

BUREAU DE CONTRÔLE

APAVE
11, rue Alexis de Tocqueville
31 200 TOULOUSE
Tél. : 05.61.37.62.62

Ce document est la propriété intellectuelle du B.E.T. FERRER, il ne peut être ni reproduit ni communiqué à des tiers sans notre autorisation écrite.

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux	4
1.2 Type et forme du marché	4
1.4 Procédure	4
1.5 Sous-traitance	4
1.6 Définition des parties contractantes	5
1.7 Langue et unité monétaire	5
ARTICLE 2 – INTERVENANTS	5
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
3.1 Pièces particulières	6
3.2 Pièces générales	7
ARTICLE 4 – CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE PAR L'ENTREPRENEUR	7
ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES LOCAUX	7
ARTICLE 6 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	8
6.1 Organisation du travail	8
6.2 Organisation du chantier	8
6.3 Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail	8
6.6 Ouvriers intervenants	9
6.7 Réception des travaux	9
6.8 Documents fournis après exécution	9
6.9 Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants	9
6.10 Garde des ouvrages	9
6.11 Mesures coercitives	9
ARTICLE 7 – ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ – PROTECTION DE LA SANTÉ	9
7.1 Principes généraux	9
7.2 Autorité du coordonnateur SPS	10
7.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS	10
ARTICLE 8 – PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES – DEPENSES COMMUNES	10
8.1 Avance forfaitaire	10
8.2 Conditions d'établissement du prix forfaitaire	11
8.3 Prix et mode d'évaluation des travaux	11
8.4 Variation dans les prix	12
8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	12
8.6 Modalités essentielles de règlement des comptes du marché	13

8.7 Paiement des sous-traitants	13
8.8 Répartition des paiements	14
8.10 Compte prorata.....	14
8.11 Le compte Inter-Entreprises (CIE).....	15
ARTICLE 9 – DÉLAIS D'EXÉCUTION	16
9.1 Délais d'exécution du marché.....	16
9.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux.....	16
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS	17
10.1 Dispositions générales.....	17
10.2 Calendrier détaillé d'exécution	17
10.3 Prolongation du délai d'exécution	18
10.4 Pénalités pour retard – Prime d'avance	18
10.5 Retard ou absence aux réunions	19
10.6 Absence de suivi des observations du coordinateur SPS	19
10.7 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	19
10.8 Délais et pénalités pour remise des documents EXE.....	20
10.9 Délais et pénalités pour remise des devis de travaux supplémentaires.....	20
10.10 Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution	20
10.11 Pénalités pour non nettoyage régulier du chantier après chaque intervention.....	20
ARTICLE 11 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	20
11.1 Cautionnement – retenue de garantie	20
11.2 Avance forfaitaire	21
ARTICLE 12 – ASSURANCES - GARANTIES	21
Assurance responsabilité civile.....	21
Assurance décennale	22
ARTICLE 13 – RÉSILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX	22
ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ	22
ARTICLE 15 – OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES	22
ARTICLE 16 – LITIGES – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE.....	23
Instance chargée des procédures de recours	23
ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-Travaux	23

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent le marché public relatif à la réalisation de travaux de remplacement de la toiture de l'Ehpad Pré de Millet à Graulhet (81)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP lots 0 à 04), les pièces graphiques et plans des façades figurant aux documents de la consultation.

Lieu d'exécution du marché :

Ehpad Pré de Millet
Chemin de la Geysse
81 300 Graulhet

L'établissement est classé dans un ensemble ERP type J de 4ème catégorie.

1.2 Type et forme du marché

Le présent marché est un marché de travaux à lots.

Il a pour objet la réalisation de travaux de remplacement et renforcement de la toiture de l'Ehpad Pré de Millet à Graulhet et se décompose comme suit :

Lot 00 : Prescriptions communes tous corps d'états

Lot 01 : Gros-œuvre – Charpente - Plâtrerie

Lot 02 : Chauffage – Ventilation - Plomberie

Lot 03 : Electricité courants forts, courants faibles, SSI

Lot 04 : Peinture

1.3 Variantes

sans objet

1.4 Procédure

Ce marché est passé selon une procédure adaptée, soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

Les prestations sont traitées à prix global et forfaitaire.

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

**Le présent marché ne pourra être exécuté que sous condition de disponibilité des crédits nécessaires aux paiements des prestations à réaliser.
Dans le cas contraire le marché fera l'objet d'un classement sans suite.**

1.5 Sous-traitance

La désignation des sous-traitants devra intervenir conformément aux dispositions régissant la matière, notamment l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

À l'appui de la demande d'agrément du sous-traitant, l'entrepreneur remettra en complément, contre récépissé, au Maître d'Ouvrage (copie Maître d'Œuvre) : - l'acte spécial de sous-traitance ; - les pièces suivantes :

- déclaration sur l'honneur de non dissimulation de salariés clandestins,
- copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire. Le candidat devra justifier qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché,
- les attestations d'assurances,
- les références et/ou qualifications de l'entreprise (notamment du chiffre d'affaires des 3 dernières années),
- les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats,
- les attestations de compétences et ou de qualifications professionnelles,
- la description des moyens humains, techniques et matériels de l'entreprise.

1.6 Définition des parties contractantes

Les groupements d'entreprises sont autorisés. En pareil cas, la forme du groupement retenue pour l'exécution du contrat sera le groupement solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication du MO et/ou du MOE est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.7 Langue et unité monétaire

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, plans, etc.), les dossiers de travail et de fin de chantier (Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), notices d'exploitation et de maintenance, fiches techniques, etc), seront rédigés en langue française.

Les réunions seront tenues en langue française.

Les titulaires sont tenus de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

L'unité monétaire de compte du présent marché est l'Euro.

ARTICLE 2 – INTERVENANTS

Le pouvoir adjudicateur, Maître de l'Ouvrage (MO) :

Centre Hospitalier de Graulhet – Groupement Hospitalier Territorial Cœur d'Occitanie

19, rue du Docteur Bastié

BP 49

81 300 Graulhet

Personnes responsables du suivi de l'exécution du marché :

Ingénieur responsable des services techniques

Le Maître d'Œuvre (MOE) :

Bureau d'Études Techniques FERRER (Mandataire)
128 avenue du Marquisat 31170 TOURNEFEUILLE
Tel : 05.34.51.48.48 mail :
contact@betferrer.fr

Architecte : Philippe Cazabon Architecture
30 rue des Chalets 31 000 Toulouse

Bureau d'études Structure : 3J technologie
8 bd Marcel Paul, BP 60003 31 170 Tournefeuille

Les missions confiées au Maître d'Œuvre correspondent aux missions définies dans la Loi M.O.P du 12 juin 1985 et à ses décrets et arrêtés d'application. Ses missions sont les suivantes

- PRO : études de Projet
- DCE : élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises
- ACT : assistance à la Passation des Contrats de Travaux
- VISA : Visa des études d'exécution et de synthèse
- DET : Direction de l'Exécution des Contrats de Travaux
- AOR : Assistance aux Opérations de Réception

Le coordonnateur en sécurité, prévention, santé (CSPS) :

Le bureau de contrôle :

APAVE, 11 rue Alexis de Tocqueville, 31 200 TOULOUSE

Le titulaire du marché :

L'entrepreneur qui conclut le marché avec la personne publique.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

3.1 Pièces particulières

- l'acte d'engagement (ATTRI1) complété de son annexe financière soit le bordereau cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le planning prévisionnel de réalisation des travaux ;
- les formulaires DC1 et DC2 ou le Document unique de marché européen (DUME)
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi par l'Entrepreneur, postérieur à la notification du marché et qui devra être approuvé par le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ;
- les éventuels actes de présentation d'un sous-traitant et les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché (formulaire DC4) ;
- l'offre technique du titulaire dont l'exemplaire déposé électroniquement est conservé dans les archives de la Préfecture de la Haute-Garonne.

3.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) modifié applicables aux marchés publics de travaux ;
- les normes Européennes et Françaises ;
- la réglementation en matière de sécurité et de protection de la santé.

Bien que non joints aux autres pièces constitutives du marché, ces documents sont réputés connus du titulaire.

ARTICLE 4 – CONNAISSANCE DE L'OUVRAGE PAR L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur, après avoir visité les lieux, reconnaît que les dossiers contractuels qui lui ont été remis à la date de conclusion du marché sont suffisants pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de signification des marchés, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage et des installations.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux, de l'ouvrage et des installations ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférents et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit, nécessaires, à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de son contrat.

En outre, il s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, tous moyens (mesures, analyses, investigations, contrôles, etc.) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier (vibrations, poussière, bruit, etc.).

Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins et s'engage à relever et garantir le Maître d'Ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES LOCAUX

Une visite préalable du site dont les modalités sont détaillées dans le règlement de consultation est obligatoire.

À son issue, une attestation de visite du site sera remise à l'entreprise. Celle-ci devra obligatoirement être jointe au dossier de l'offre.

ARTICLE 6 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

6.1 Organisation du travail

L'entrepreneur organisera les travaux sur la semaine, du lundi au vendredi, hors jours fériés et de 8 heures jusqu'à 18 heures.

Exceptionnellement, il pourra être recouru au travail le samedi si des circonstances imprévues l'exigeaient.

6.2 Organisation du chantier

Elle est définie dans les CCAP et CCTP du présent marché.

Les prestations sont à réaliser selon les prescriptions du Maître d'Œuvre.

Il n'existe pas d'espace de stockage ; en conséquence, les livraisons devront être limitées aux besoins de pose du jour. Le lieu d'entreposage sera défini par la Maîtrise d'Œuvre, à proximité du lieu d'exécution des travaux.

L'entrepreneur aura également en charge toutes les précautions utiles (filets, bâches, clôtures de chantier) relatifs aux travaux dont il a la charge.

Un local sera mis à disposition des entreprises selon les modalités décrites au CCTP.

Les lieux doivent être remis en état à la fin des travaux et des installations de chantier repliées par les entreprises responsables de leur installation dans les délais prescrits par la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur aura à sa charge les moyens de manutention et d'élévation.

Avertissements :

En cas d'événement revêtant un caractère inhabituel (manifestation, etc.), le Maître d'Ouvrage pourra demander l'application de mesures temporaires tendant à limiter l'impact des travaux sur le site. Dans le cas exceptionnel d'une suspension du chantier, il ne pourra être fait application des pénalités de retard que pour la durée de cette suspension.

6.3 Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du Maître d'Œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29 du CCAG.-Travaux.

6.4 Réunions de chantier

Les réunions de chantier et les modalités qui s'y rapportent sont décrites au CCTP.

6.5 Nuisances

Voir les contraintes spécifiques du chantier décrites au CCTP.

6.6 Ouvriers intervenants

Chaque entreprise devra produire la liste des intervenants sur le chantier au maître d'ouvrage par mail. Leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution ; il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier durant la période des travaux

Les ouvriers devront être porteurs d'une combinaison ou d'effets permettant l'identification de leur entreprise d'appartenance ou à défaut, d'un badge.

6.7 Réception des travaux

Le présent marché donnera lieu à une réception intervenant en fin de réalisation des travaux. Ses modalités d'exécution sont précisées au CCTP.

6.8 Documents fournis après exécution

L'Entrepreneur remettra le dossier des ouvrages exécutés dans un délai d'un mois à compter de la réception. Sans préjudice des dispositions propres à chaque CCTP, ces documents seront informatisés et remis en deux exemplaires sur clé USB contenant les fichiers au format AUTOCAD, WORD, PDF.

6.9 Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

6.10 Garde des ouvrages

Le Titulaire est responsable de la garde de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. En cas de dégradation ou de vol, il devra procéder à la réparation ou au remplacement de ses ouvrages au titre de son Marché, sans modification du prix ou du délai, et fera son affaire des recours contre les auteurs éventuellement identifiés.

6.11 Mesures coercitives

Pour insubordination, incapacité ou défaut de probité, le Maître d'Œuvre est en droit d'exiger de l'entrepreneur qu'il retire du chantier, atelier ou bureau, toute personne qu'il emploie ou avec qui il sous-traite, le cas échéant et ce sur simple demande portée au CR.

ARTICLE 7 – ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ – PROTECTION DE LA SANTÉ

7.1 Principes généraux

L'Entrepreneur devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, de ses décrets et arrêtés d'application parus à la date de démarrage des travaux objets du présent marché.

L'Entrepreneur est informé que le présent chantier fait l'objet d'un Plan Général de Coordination (PGC) de deuxième catégorie tel que défini par la loi précitée et qu'il doit s'y conformer. Ce PGC fait partie du présent marché et le prix du marché est réputé comprendre toutes les prescriptions et sujétions induites par ce plan.

L'Entrepreneur établira un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) et mettra en œuvre les dispositifs de sécurité qui y seront définis.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

7.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les Entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination (RJC). Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.

7.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Obligations de l'Entrepreneur

- L'Entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :
 - le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
 - tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
 - dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, leur date approximative d'intervention sur le chantier,
 - tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, demandés par le coordonnateur SPS,
 - la copie des déclarations d'accidents de travail.
- L'Entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS ;
- Tout différend entre l'Entrepreneur et le coordonnateur SPS est soumis au Maître de l'Ouvrage ;
- À la demande du coordonnateur SPS, l'Entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

ARTICLE 8 – PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES – DEPENSES COMMUNES

8.1 Avance forfaitaire

L'avance est de 30% du montant TTC du marché conformément à l'article R 2191-7 du Code de la Commande Publique.

8.2 Conditions d'établissement du prix forfaitaire

L'Entrepreneur reconnaît formellement que les prix figurant au marché (acte d'engagement accompagné du cadre de la DPGF), tiennent compte de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du marché y compris les impôts, taxes, redevances, assurances de toutes natures ; ces prix tiennent compte de toutes les fournitures, charges et aléas pouvant résulter de l'exécution des travaux et notamment des circonstances locales et de la situation géographique du chantier (frais de transport du matériel, entretien de voirie, etc.).

Ils tiennent compte également du bénéfice de l'Entrepreneur.

Il en sera de même pour les éventuels travaux supplémentaires, tous décidés par le seul Maître d'Ouvrage quel que soit le mode de fixation du prix correspondant.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'Ouvrage.

Les ouvrages à exécuter sont définis dans les pièces contractuelles. L'Entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant le marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations. Une omission sur un plan ou une pièce écrite n'a en aucun cas pour effet de soustraire l'Entrepreneur à l'obligation d'exécuter l'intégralité des ouvrages, tels qu'ils sont définis dans le marché et conformément aux règles de l'art.

Il est rappelé au Titulaire que ses prestations ou équipements sont soumis à obligation de résultats.

En cours d'exécution, l'Entrepreneur ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.

En effet, toutes omissions, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites ou graphiques définissant la prestation telles que décrites dans la consultation, doivent être signalées à la remise de l'offre et au plus tard au moment de la signature du marché.

En conséquence, l'Entrepreneur doit s'interdire de signer le marché sans avoir obtenu les clarifications nécessaires.

L'Entrepreneur doit par ailleurs, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.

Sauf exception explicitement mentionnée dans le CCTP, le fait pour l'Entrepreneur de devoir, soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau.

Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, l'Entrepreneur reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.

Il reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, afin d'obtenir tous éclaircissements ou informations de toute nature.

De ce fait, aucune contestation ne peut être admise après la remise de l'offre, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution.

8.3 Prix et mode d'évaluation des travaux

Les prix du marché sont en euros, hors TVA, et sont établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution de travaux en horaires décalés ;
- des dépenses de chantier ;
- des prestations et des contraintes de réalisation et/ou de phasage décrites dans la totalité des documents constituant le marché ;
- des sujétions liées à l'accès chantier (démarches administratives, demandes du Coordinateur SPS, modifications des cheminements ou de l'accès...) ;
- de l'obligation de fournir aux intervenants au marché, tout document ou renseignement qu'ils jugeront nécessaires pour l'exercice de leur mission, dans un délai compatible avec l'avancement du chantier ;
- des frais découlant des tirages et de la diffusion des plans et documents nécessaires au chantier ;
- des sujétions pour l'organisation du chantier, le stockage et l'évacuation de matériaux compte tenu de la configuration des lieux ;
- de la fourniture des études d'exécution dans les délais impartis ; - des assurances.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront détaillés dans la DPGF fournie avec l'acte d'engagement. Cet acte d'engagement indique ce qui doit être réglé, respectivement à l'Entreprise titulaire et à ses sous-traitants.

Toute erreur sur la DPGF, quelle qu'en soit l'importance, ne pourra pas entraîner une indemnité au profit de l'entrepreneur qui est réputé avoir chiffré l'ensemble des quantités.

8.4 Variation dans les prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables dans les conditions prévues par le Code de la commande publique (articles R2112-9 à R2112-12) et le CCAG Travaux (article 9.4.2).

Ainsi,

$$PA = PI \times BT_{dep} / BT_i$$

PA = prix actualisé

PI = prix initial (de l'offre finale remise par le titulaire)

BT_{dep} = index BT¹ à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

BT_i = index BT à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

Pour rappel, le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux (article 18.1.1 du CCAG). Ainsi, le point de départ du délai d'exécution du marché correspond au début d'exécution de la période de préparation est fixée par ordre de service (OS). Le point de départ du délai d'exécution des travaux est fixé à une date mentionnée par un ordre de service émis lorsque le niveau de préparation des travaux est conforme aux exigences du marché.

8.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces du mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

¹ index BT, diffusé par l'INSEE, correspondant à la nature des travaux qui font l'objet du marché.

8.6 Modalités essentielles de règlement des comptes du marché

Conformément au CCAG, les travaux feront l'objet :

- de décomptes provisoires mensuels, dans la période d'exécution,
- d'un projet de décompte final produit par le Titulaire,
- d'un décompte final et d'un décompte général arrêté par le Maître d'Œuvre et signé par la personne responsable du marché.

L'établissement du projet de décompte s'effectuera à la fin de chaque mois en 3 exemplaires et sera remis contre récépissé au plus tard au Maître d'Œuvre le troisième jour ouvré du mois suivant l'exécution des travaux considérés.

En cas de retard dans la remise du projet de décompte mensuel, le Titulaire du marché, indépendamment du report du point de départ du délai de mandatement, sera passible des pénalités prévues ci-dessous.

Ce projet de décompte devra être validé par le Maître d'Œuvre qui le transmettra au Maître d'Ouvrage pour constatation du service-fait.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique : le délai de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou de la date de certification du service fait le cas échéant.

Conformément aux articles L. 219.2-1 à L. 219.2-7 du Code de la Commande Publique, **le projet de décompte et la ou les factures afférentes doivent être déposés sur le portail dématérialisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Chaque facture devra mentionner le numéro de l'engagement juridique (EJ) du marché : celui-ci sera mentionné sur l'OS de démarrage de la période de préparation des travaux.

Le dépassement de délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour les titulaires du marché le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

8.7 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants de premier rang obéit aux dispositions de l'article R.2193 du Code de la Commande Publique.

Les sous-traitants ne pourront prétendre au paiement direct que pour les seuls travaux réalisés postérieurement à leur agrément par le Maître d'Ouvrage et pour les factures ayant été visées préalablement par le titulaire du marché.

Il appartient à chaque sous-traitant de transmettre sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur :

- au titulaire principal du marché (le montant des prestations dues sera présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du titulaire principal du marché) contre remise de récépissé ;
- au Maître d'Œuvre, accompagnée des factures afférentes et de l'avis de réception de sa demande.

Au terme d'un délai maximum de 15 (quinze) jours, l'entrepreneur principal donne son accord ou notifie son refus au sous-traitant et au MOE. Son silence vaut acceptation.

Cette procédure ne fait pas obstacle au contrôle du Maître d'Ouvrage sur les sommes revendiquées par le sous-traitant.

Le projet de décompte mensuel transmis par chaque titulaire au Maître d'Œuvre sera ainsi accompagné d'une attestation également établie en double exemplaire précisant la somme à régler par le maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné, TVA incluse.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné, TVA incluse.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation. De même, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8.8 Répartition des paiements

En cas de groupement d'entreprises avec paiement sur des comptes séparés (groupement conjoint), les paiements sont décomposés en autant de parties qu'il y a de cotraitants à payer séparément conformément à l'état de répartition qui aura été fourni par l'attributaire du marché.

Qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou solidaire, le projet de décompte signé par le mandataire du groupement sera considéré comme accepté par l'ensemble de ses membres.

La demande de paiement devra toujours être présentée par le mandataire du groupement, quelle que soit la nature du groupement.

8.9 Modalités essentielles de financement

Le financement du présent marché est assuré sur les fonds propres de la préfecture.

8.10 Compte prorata

Chaque entrepreneur prévoira dans son offre de prix un montant forfaitaire de 2.5 % du montant hors taxe de son lot pour les frais liés au compte-prorata.

Avant tout début d'intervention, les Entreprises établissent une convention inter-entreprises de compte prorata. Cette convention prévoit la nomination de l'entreprise du lot 1 Gros-Œuvre-Charpente-Plâtrerie en tant que gestionnaire et l'instauration d'un comité de gestion du compte prorata. Elle doit être approuvée par toutes les entreprises.

Rappel des dépenses principales d'intérêt commun et de leur prise en charge :

- Les dépenses relatives aux consommations d'eau et d'électricité nécessaires aux travaux, vidange fosse septique, téléphone, télécopie et photocopieur,
- Les dépenses liées aux clôtures provisoires de chantier,
- Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Les dépenses d'exploitation : nettoyage quotidien des accès principaux de chantier y compris sur domaine public ainsi que tous travaux de nettoyage autres que ceux mentionnés ci-avant et qui seraient exécutés sur ordre du Maître d'œuvre donné à l'entrepreneur par voie de compte rendu de chantier ou courrier, et ne précisant pas que lesdits travaux seront exécutés au frais de telle ou telle entreprise défaillante,
- Les dépenses d'entretien de chantier : entretien des installations électriques, des installations d'eau, des installations sanitaires, de signalisation, des accès de chantier, de mise à disposition des bennes à gravats, évacuations aux décharges publiques, entretien et vérification de la mise en place des dispositifs de sécurité communs sur le chantier soit :

protection des ouvertures extérieures des escaliers, des trémies, des gaines, des toitures, terrasses, balcons, etc.

- Les dépenses d'équipement : taxes d'occupation de la voirie publique, entretien et réparation de cette voirie durant la durée de cette occupation, entretien, protection et réparation des cheminements extérieurs (Cour de la préfecture, allées d'accès au bâtiment, calade, allées, portail, porche, plots, potelets, poteaux...) aménagement des aires de chantier, de stockage mises à disposition des corps d'état pour leurs propres installations de chantier ainsi que leur remise en état en fin de chantier.
- La mise en place et l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie pour le chantier selon les recommandations du Coordonnateur SPS.

La comptabilité du compte prorata sera assurée par l'entreprise de gros œuvre.

La gestion des frais du chantier est donnée en responsabilité à l'Entrepreneur du lot 1 Gros-Œuvre-Charpente-Plâtrerie sous le contrôle du Maître d'œuvre, ainsi qu'à la surveillance de l'hygiène et de la sécurité du chantier pour l'ensemble des travaux de construction. Les frais et dépenses de l'ensemble du chantier seront imputés au lot 1 Gros-Œuvre-Charpente-Plâtrerie.

Chaque entrepreneur devra assurer à ses frais sa propre installation de chantier, soit individuellement, soit en association avec d'autres entrepreneurs, et veillera en permanence au nettoyage de la zone d'activité et à l'évacuation de ses gravois, les frais imputables au compte prorata étant définis par la Norme N.FP.03.001.

Le montant du compte prorata sera retenu sur chaque situation mensuelle et reversé au titulaire du lot 1 Gros-Œuvre-Charpente-Plâtrerie en fonction des sommes retenus aux corps d'état seconds.

Les litiges relatifs au compte prorata devront être réglés entre les entreprises elles-mêmes sans que le Maître d'Ouvrage puisse être inquiété de quelque manière que ce soit.

Les frais de gardiennage de chantier ne sont pas prévus au compte prorata.

8.11 Le compte Inter-Entreprises (CIE)

Le compte inter-entreprises comporte toutes les dépenses faites par un Entrepreneur pour le compte d'un autre entrepreneur du chantier (reprises de dégâts ou malfaçons causés par un Entrepreneur, nettoyage de chantier commandé par le Maître d'Ouvrage, etc...).

Fonctionnement :

Un constat contradictoire des travaux à réaliser doit être établi en présence du Maître d'Œuvre et des Entreprises concernées.

La liste des travaux est établie ainsi que les devis correspondants.

Le Maître d'Œuvre décide en dernier ressort de l'imputation des travaux.

Tenues des comptes :

Le Maître d'Œuvre tient à jour un tableau de répartition des comptes et les différentes imputations.

Il sera créé un compte inter entreprise qui sera arrêté après la réception des travaux. Le solde du compte de chaque entreprise sera imputé par le maître d'œuvre sur le décompte définitif.

Tous les travaux de nettoyage autres que ceux mentionnés dans le compte prorata et qui seraient exécutés sur ordre du Maître d'œuvre donnés à l'entrepreneur par voie de compte rendu de chantier ou de courrier précisant que lesdits travaux seront exécutés au frais de telle ou telle entreprise défaillante pourront être imputés financièrement à la charge de l'entreprise défaillante au titre du compte inter entreprise.

Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés pourront être inclus dans le CIE s'il y a possibilité de connaître le responsable.

Les frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre et détériorées ou détournées pourront être inclus dans le CIE s'il y a possibilité de connaître le responsable.

Les litiges relatifs au CIE devront être réglés entre les entreprises elles-mêmes sans que le Maître d'Ouvrage puisse être inquiété de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 9 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

9.1 Délais d'exécution du marché

Le délai d'exécution du marché comprend la **période de préparation** et le **délai d'exécution des travaux** (article 18.1.1 du CCAG).

Un premier ordre de service fixe le point de départ du délai global d'exécution du marché qui correspond au début d'exécution de la **période de préparation**, dans les deux (2) mois maximum suivant la notification du marché.

Un second OS fixe le point de départ du délai d'**exécution des travaux** lorsque le niveau de préparation des travaux est conforme aux exigences du marché. *Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux*, la période de préparation de chantier est fixée à un (1) mois au plus.

9.2 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé à neuf (9) mois.

9.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Les travaux sont à exécuter dans les délais indiqués au calendrier prévisionnel. Le **calendrier détaillé d'exécution des travaux** est établi par l'entrepreneur après attribution du marché, à partir du calendrier prévisionnel et en prenant en compte les observations du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, ce calendrier restant soumis à approbation de ces derniers.

L'entrepreneur établira ce calendrier à l'appui d'un programme provisoire de ses études d'exécution et de ses travaux, compatible avec le calendrier enveloppe. Ce programme doit détailler les méthodologies envisagées, les différentes phases et zones d'intervention, les contraintes spécifiques résultant des ouvrages à réaliser ou des méthodes proposées, les rythmes de rotations et cinématiques de travail, les effectifs envisagés par poste, les engins de levage, matériels et outillages utilisés, en précisant en particulier tous enchaînements, contraintes ou risques particuliers.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux comprend (sous la forme d'un ou plusieurs documents) :

- le calendrier détaillé des études d'exécution, des fiches, matériels et matériaux, échantillons et prototypes, et reprenant pour chaque document d'exécution les principales dates gérées,
- le calendrier d'exécution et des essais et opérations préalables à la réception.

Ce calendrier est établi par l'Entreprise est soumis au Maître d'Ouvrage / Maître d'Œuvre qui le notifie à l'Entrepreneur, en remplacement du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le Maître de l'Ouvrage et/ou le Maître d'Œuvre se réservent la possibilité d'apporter des modifications au calendrier d'exécution des travaux, et par conséquent à la durée des travaux. L'Entrepreneur est alors tenu de prendre en compte et respecter ces modifications, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux peut en outre être révisé par le Maître d'Œuvre au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages, afin notamment de tenir compte des exigences de coordination du projet ou des délais requis pour obtenir les approbations et autorisations des pouvoirs publics ayant compétence sur le projet.

L'Entrepreneur s'engage à respecter les délais d'exécution qui lui sont notifiés dans le calendrier d'exécution des travaux, même en période de congés annuels.

L'Entrepreneur ne peut prétendre par ailleurs remettre en cause des délais du calendrier d'exécution des travaux, si en cours d'exécution il signale au Maître d'Œuvre une erreur ou omission figurant dans un document dont il a pu prendre connaissance avant la signature de son marché et qu'il est donc réputé connaître.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'Entrepreneur de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

10.1 Dispositions générales

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Sauf dérogations indiquées ci-après, les dispositions du CCAG-Travaux s'appliquent.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application de ces retenues ou pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur.

Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'Entrepreneurs groupés payés séparément, les retenues sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les retenues sont imputables en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

10.2 Calendrier détaillé d'exécution

Un calendrier détaillé sera établi pendant la phase de préparation. Il sera approuvé par les entreprises de même que les modifications pouvant intervenir en cours de chantier.

- Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par la maîtrise d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet de travaux. Il indique en outre, pour chacun des ouvrages :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par l'entrepreneur, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par la maîtrise d'œuvre à l'approbation du Pouvoir Adjudicateur.

Le délai d'approbation par les entrepreneurs est fixé au plus tard 10 jours avant la fin de la période de préparation de chantier.

- Défaut d'accord formel de l'entrepreneur, la proposition de la maîtrise d'œuvre sera réputée acceptée,
- Le calendrier est ensuite notifié par ordre de service du maître d'œuvre aux titulaires de chacun des lots,
- Le délai d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux,
- Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

10.3 Prolongation du délai d'exécution

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, aucune prolongation de délai ne pourra être accordée par le maître d'œuvre.

Les phénomènes naturels ne seront en aucun cas considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise doit prévoir toute installation nécessaire à la protection de ses ouvrages ou matériel contre les intempéries. Dans le cas où cette protection ne serait plus réalisée, il ne sera tenu aucun compte des retards que peuvent occasionner ces intempéries aux travaux.

10.4 Pénalités pour retard – Prime d'avance

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux y compris la période de tests de réception, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 10.2 ci-dessus, *par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux*.

Pénalités pour le retard dans l'exécution en cours de chantier :

Tout retard dans le respect des conditions de chacun des délais partiels et du délai global imposés à l'entrepreneur dans le calendrier d'exécution ou toute non-exécution d'un ordre inscrit au compte rendu de chantier, donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à **100 € HT** par jour calendaire de retard, hors dimanche et jour férié.

Les pénalités pour non-respect des délais partiels sont cumulables.

Modalités d'application des pénalités :

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin de chaque phase des travaux et de la date d'expiration du délai de ces phases fixées au calendrier d'exécution par la maîtrise d'œuvre.

Les grèves ne seront pas retenues comme cas de "force majeure", sauf grève à l'échelon national. En outre, si le retard de l'entrepreneur occasionne un décalage pour les corps d'état

dont les interventions sont ultérieures, l'entrepreneur fautif devra supporter, non seulement les frais complémentaires des révisions de prix de ces différents corps d'état, mais également les pénalités de retard de ces corps d'état correspondant à ce décalage.

Ces frais supplémentaires seront la somme de :

- La différence entre la révision de prix théorique aux dates du planning et la révision de prix aux dates réelles des travaux de ces corps d'état.
- La pénalité indiquée ci-dessus sur le montant des travaux de ces différents corps d'état.

Les responsabilités des diverses entreprises dans le retard éventuel seront évaluées par le maître d'œuvre sur la base des procès-verbaux de chantier qui auront constaté l'inobservation du planning.

Le compte des pénalités sera tenu à jour en cours de chantier, en fonction de l'avancement des travaux et retenu sur les situations correspondantes mensuelles ainsi que sur le décompte général et définitif.

En cas de rattrapage du retard en cours de chantier, les pénalités pourront éventuellement être réduites sur le décompte général.

Primes pour avance :

Il n'est pas prévu de primes pour avance.

10.5 Retard ou absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions de chantier, le maître de l'ouvrage pourra appliquer une pénalité forfaitaire par absence constatée de **200,00 € HT**.

Au-delà d'une demi-heure, un retard sera considéré comme une absence.

Toutefois l'autorité compétente se réserve la possibilité de remettre ces pénalités si elle juge que l'absence est due à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

10.6 Absence de suivi des observations du coordinateur SPS

En cas d'absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé portées sur le registre journal, les comptes rendus et les courriers adressés aux intervenants, il pourra être appliqué une pénalité forfaitaire de **300,00 € HT** par jour calendaire de retard et par objet.

L'entreprise dispose d'un délai d'**1 jour ouvré** à compter de la demande formalisée par le Maître d'œuvre.

10.7 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Dans le cadre du délai contractuel d'exécution, l'entrepreneur devra procéder en fin de travaux au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure, notifiée par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité forfaitaire de **200,00 € HT** par jour de retard.

L'entreprise dispose d'un délai de **5 jours calendaires** à compter de la demande formalisée par le Maître d'œuvre.

La remise en état des lieux implique également la réfection éventuelle des cheminements (chaussées, voie, cour, calade, allées, portail, porche, plots, potelets, poteaux...) détériorés par les véhicules du chantier et des fournisseurs de matériaux, constat d'huissier faisant foi.

10.8 Délais et pénalités pour remise des documents EXE

Par dérogation à l'article 19 du CCAG, les plans et autres documents à fournir en début et en cours de chantier seront remis par l'entrepreneur selon les modalités et délais définis par le présent marché ou en réunion de chantier.

Tout retard dans la remise de ces plans et autres documents à fournir par l'entrepreneur donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à **300 € HT** par jour calendaire de retard. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

L'entreprise dispose d'un délai de **10 jours calendaires** à compter de la demande formalisée par le Maître d'œuvre.

10.9 Délais et pénalités pour remise des devis de travaux supplémentaires

Les devis de travaux supplémentaires seront remis par l'entrepreneur selon les modalités et délais définis par le présent marché ou en réunion de chantier.

Tout retard dans la remise de ces devis à fournir par l'entrepreneur donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à **100 € HT** par jour calendaire de retard. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

L'entreprise dispose d'un délai de **14 jours ouvrés** à compter de la demande formalisée par le Maître d'œuvre.

10.10 Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard, à compter de la date de notification de la décision de réception, pour la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'Entrepreneur conformément aux CCAP et CCTP, une pénalité forfaitaire égale à **100 € HT** par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues.

L'entreprise dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la demande formalisée par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, la date fixée pour les Opérations préalables à la Réception pourra être reportée si les documents suivants qui composent le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ne parviennent pas dans les délais prévus à l'article 25 du CCTP :

- Liste des fournisseurs
- Sommaire du matériel mis en œuvre et la documentation technique
- Procès-verbaux (s'il y a lieu)
- Notes de calcul

En rappel, le contrat est définitivement arrêté sur le plan comptable à la date de notification du décompte général et définitif (DGD).

10.11 Pénalités pour non nettoyage régulier du chantier après chaque intervention

Sur simple constat du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **200 € HT** par jour ouvré à chaque entreprise concernée, notamment sur ce site occupé.

ARTICLE 11 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

11.1 Cautionnement – retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% du montant du marché augmenté le cas échéant de ses avenants est exercée sur les acomptes. La retenue de garantie peut être remplacée, au gré de l'Entrepreneur, par une garantie à première demande.

Le remboursement de la retenue de garantie, ou la libération de la garantie à première demande interviennent conformément aux dispositions fixées par le Code de la Commande Publique

11.2 Avance forfaitaire

Une avance égale à 30% du montant TTC du marché est versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce expressément (cf. article B4 de l'acte d'engagement).

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Son montant est révisé lors de sa liquidation, suivant les modalités prévues pour le ou les prix. La valeur finale de l'index ou des indices utilisés pour cette révision est celle du mois au cours duquel commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des travaux et des approvisionnements existant sur le chantier, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant a atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants éventuels dans les conditions fixées par le Code des Marchés Publics.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence de l'Entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet Entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

11.3 Avance sur matériels

Aucune avance sur les matériels de chantier n'est versée à l'Entrepreneur.

ARTICLE 12 – ASSURANCES - GARANTIES

Les dispositions relatives aux garanties sont décrites au CCTP.

Assurance responsabilité civile

L'entreprise est tenue de posséder une police destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers du fait des travaux qu'elle réalise, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Avant tout commencement dans l'exécution du marché, il justifiera qu'il est titulaire d'une assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité à l'égard de son personnel, des agents de l'administration au sein desquels sont exécutés les prestations ou des tiers, et en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie devra être suffisante, elle sera illimitée pour les dommages corporels.

La police d'assurance devra prévoir le maintien des garanties dans le temps conformément à la réglementation.

Assurance décennale

L'entreprise est tenue de posséder une police d'assurance s'appliquant pour l'opération du présent marché dont les termes doivent être conformes aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 dans sa version consolidée du 9 juillet 1996.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que sa police s'applique sans restriction ni réserve et ne comporte aucune clause de réduction de garantie ni de règle proportionnelle dans le cadre de l'opération objet du marché.

La police d'assurance devra prévoir le maintien des garanties dans le temps conformément à la réglementation.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 8 du CCAG, de payer directement les primes de la Compagnie d'Assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire renouvellera les attestations d'assurance, 15 jours au plus tard après leur fin de validité.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires devront fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les stipulations du CCAG s'appliquent tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions suivantes :

En cas de non-respect des mesures de sécurité, ou de manquement avéré aux conditions du présent marché, l'administration pourra, dix jours calendaires après notification d'une mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Par dérogation à l'article 31.4 du CCAG Travaux, le délai accordé à l'entrepreneur pour se conformer aux dispositions contractuelles ne pourra être inférieur à sept jours ouvrés.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et documents auxquels ils auront accès pendant l'exécution du marché.

Ils s'obligent donc notamment à tenir strictement confidentiels et à ne pas divulguer les documents et informations auxquels ils auront directement ou indirectement connaissance, dans le cadre du marché, à quelque titre que ce soit.

Conformément à l'article 1120 du code civil, les titulaires se portent forts pour tout leur personnel (salariés, collaborateurs) et sous-traitant des engagements définis ci-dessus.

Tout manquement à cette obligation peut donner lieu à résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES

En application de l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail les titulaires du marché produisent :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;

Pour les marchés de plus de 6 mois, la remise de ces documents doit être renouvelée tous les 6 mois.

En cas de non remise des documents susmentionnés par les titulaires, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.

En application des articles R.5221-11 à R. 5221-16 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

ARTICLE 16 – LITIGES – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le présent marché est soumis au droit français.

Le titulaire et la personne publique s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui peuvent intervenir lors de l'exécution du présent marché.

Instance chargée des procédures de recours

En vertu de l'article R.312-11 du code de justice administrative, les parties au présent marché conviennent que la juridiction compétente en cas de litige durant l'exécution du marché sera :

Tribunal administratif de Toulouse
68, rue Raymond IV - B.P. 7007
31068 TOULOUSE Cedex 07
Tél : 05 62 73 57 57
Fax : 05 62 73 57 40

ARTICLE 17 – DÉROGATIONS AU CCAG-Travaux

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
Article 3-1 (<i>ordre des pièces contractuelles</i>)	Article 4-1
Article 6-7 (<i>opérations préalables à la réception</i>)	Article 41-1
Article 9.1 (<i>délais d'exécution</i>)	Article 28-1
Article 10 (<i>pénalités</i>)	Article 19 et 40

Article 13 (<i>résiliation-interruption travaux</i>)	Articles 31-4
--	---------------

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent cahier des clauses particulières prévalent sur celles du CCAG – Travaux.